



**Conseil départemental de l'Éducation Nationale du 1<sup>er</sup> mars 2013**  
**Déclaration liminaire de la FSU**

Monsieur le Préfet,  
Monsieur le Président du Conseil Général,  
Madame la Directrice d'Académie,  
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Ce Conseil Départemental de préparation de la prochaine rentrée scolaire dans le premier degré aurait pu être marqué par l'arrêt des mesures néfastes de la politique des années précédentes.

Or, pour notre département, la dotation « 0 » que Madame la DASEN appelle dotation neutre ne constitue pas un signal positif pour la refondation de l'école. Nous ne jouons pas avec les mots : « 0 » n'est pas synonyme de « neutre » mais bien de nul.

Aussi, si cette première carte scolaire du quinquennat Hollande est douloureuse pour notre département, nous pouvons l'attribuer au fait que les méthodes n'ont pas changé : management, pilotage, objectifs, chiffrage, fluidité... Nous l'avons déjà dit lors du Comité Technique à Madame la DASEN, ce jargon et tout ce qu'il recouvre, nous en avons plus qu'assez.

Nous avons aussi de plus en plus de mal à supporter ces ajustements très souvent à la baisse des remontées d'effectifs effectuées par les directrices et directeurs. Quel mépris pour le travail de ces personnels !

A l'épreuve des chiffres, ceux que nous allons vous fournir parlent d'eux-mêmes : entre 2002 et 2012, le département a enregistré une augmentation d'effectifs de 99 élèves. Dans la même période, la Dordogne a perdu 46 postes d'enseignants. A méditer...

Lorsque nous regardons les documents de préparation, nous avons une impression bizarre. En effet, malgré la dotation « 0 », la liste des fermetures de classes ou d'écoles est tellement longue que nous avons du mal à croire à une situation d'équilibre.

Lorsque nous regardons encore la carte de la Dordogne et mettons en perspective les fermetures de postes, quel massacre ! Du jamais vu ! 37 fermetures de classes envisagées, des secteurs et des circonscriptions complètement décimés. Prenons l'exemple du Sarladais : 11 fermetures sur ce territoire. En comparaison, l'an passé, avec une dotation de - 35 postes, la saignée en postes classes n'était pas aussi brutale.

Nous l'avons dit à Madame la DASEN, la méconnaissance du territoire est flagrante. Notre département a une histoire, nous le rappelons devant ce Conseil, c'est une terre rurale. Ce terme serait-il sensible ? Serait-il obsolète ? La ruralité aurait-elle un prix ? Celui de la casse de l'école et au-delà de l'ensemble des services publics ?

L'an passé, les RASED ont payé un lourd tribut et de fait, les élèves les plus en difficulté en subissent les conséquences.

Cette année, les postes classes sont lourdement impactés, et la rentrée 2013 sera très difficile, et ce sur l'ensemble du département.

Il faudra à ce moment-là assumer la responsabilité de ces choix qui ne sont pas les nôtres.

Le choix de laisser des classes avec plus de 25 élèves et des multiples niveaux de cours, le choix d'ignorer l'éducation prioritaire en RRS, le choix de faire disparaître un peu plus l'ASH, le choix de considérer l'école maternelle comme une variable d'ajustement, le choix de laisser 40 enfants en situation de handicap sans accompagnement alors qu'une décision a été notifiée.

A Monsieur le Ministre qui devait venir hier, nous aurions pu dire tout cela. Nous lui aurions aussi parlé de la réforme des rythmes. Là encore, quelle cacophonie, quel bricolage, que de différences et d'injustices territoriales !

Oser parler de l'intérêt des élèves quand des communes n'auront pas d'autres choix que ceux guidés par des soucis d'ordre financier, communes qui vont voir leur dotation de fonctionnement baisser dès l'année prochaine...

Oser parler de l'adhésion des collègues alors que 60% d'entre eux ont participé à la journée de grève du 12 février, exprimant leur inquiétude et leur mécontentement.

Chaque ministre veut laisser son empreinte, Monsieur Peillon ne déroge pas à la règle. Aurait-il seulement oublié qu'une réforme pour l'école ne peut se mettre en place sans prendre en considération ceux qui font l'école ? Nous parlons ici des enseignants, oubliés de la refondation.

Cette réforme des rythmes, si l'on peut l'appeler ainsi, au vu des premières propositions d'organisation qui nous remontent, est prématurée, précipitée. Elle esquive et relègue aux oubliettes la refonte des programmes, la restauration des RASED, la baisse des effectifs par classe. Et pourtant, le Ministre en rajoute avec une nouvelle annonce à l'emporte-pièce, très malvenue, sur la réduction et le zonage des vacances d'été.

STOP ! Pour que puisse se mettre en place une véritable refondation de l'école, il est urgent de changer de politique, de rompre avec le libéralisme qui privilégie les profits au détriment de l'intérêt collectif.

**Les représentants FSU au CDEN**